

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

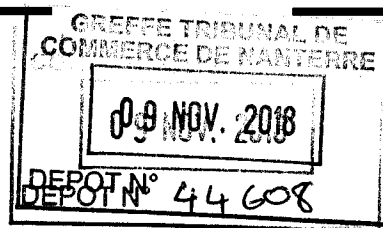
Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2017 B 10004

Numéro SIREN : 523 586 444

Nom ou dénomination : 5COM Consulting

Ce dépôt a été enregistré le 09/11/2018 sous le numéro de dépôt 44608



COMPTES ANNUELS

en euros

5 COM CONSULTING

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

certifié conforme à l'original

Batona

Bilan au 31/12/2017

121 RUE DU VIEUX PONT DE SEVRES
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

SIRET : 52358644400011

NAF : 6202A

Sommaire

Dossier - page de garde	1
Sommaire	2
BILAN	
Bilan Actif	3
Bilan Passif	4
COMPTE DE RÉSULTAT	
Compte de résultat	5
Compte de résultat (Suite)	6
ANNEXE	
Règles et méthodes comptables I	7
Règles et méthodes comptables II	8
Etat des immobilisations	9
Etat des amortissements	10
Etat des provisions et dépréciations	11
Etat des créances	12
Etat des dettes	13
Composition du capital Social	14

Bilan Actif

BILAN ACTIF	Du 01/01/2017 au 31/12/2017			Au 31/12/2016
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	210		210	210
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	61 217	18 720	42 497	42 740
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés	37 323		37 323	28 434
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 832		10 832	8 878
TOTAL I	109 581	18 720	90 862	80 262
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
Matières premières, autres approvisionnements				
En-cours de production : - De biens - De services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commande				
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	2 050 816	27 136	2 023 679	1 887 799
Autres	486 531		486 531	304 823
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Actions propres				
Autres titres				
<i>Instruments de trésorerie</i>				
<i>Disponibilités</i>	1 033 991		1 033 991	776 446
<i>Charges constatées d'avance</i>				
TOTAL II	3 571 338	27 136	3 544 202	2 969 068
Frais d'émission d'emprunt à étaler III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion actif V				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 680 919	45 856	3 635 063	3 049 330

Bilan Passif

BILAN PASSIF		Du 01/01/2017	Du 01/01/2016
		Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
CAPITAUX PROPRES			
Capital social ou individuel (dont versé)	200 000	200 000	100 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence			
Réserves :			
- Légale		10 000	10 000
- Statutaires ou contractuelles			
- Réglementées			
- Autres			
Report à nouveau		1 001 448	729 876
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		531 234	651 572
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL I		1 742 683	1 491 448
AUTRES FONDS PROPRES			
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
Autres			
TOTAL I (bis)			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour :			
- Risques			
- Charges			
TOTAL II			
EMPRUNTS ET DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes :			
- Auprès des établissements de crédit			
- Financières diverses			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
- Fournisseurs et comptes rattachés		1 118 465	970 502
Dettes :			
- Fiscales et sociales		726 649	507 819
- Sur immobilisations et comptes rattachés			3 867
Autres dettes		47 267	75 694
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL III		1 892 380	1 557 881
Ecart de conversion passif	IV		
TOTAL GENERAL (I + I bis + II + III + IV)		3 635 063	3 049 330

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Au 31/12/2017			Au 31/12/2016
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue : - De biens				
- De services	6 956 806	92 600	7 049 406	5 583 416
Chiffre d'affaires net	6 956 806	92 600	7 049 406	5 583 416
Production : - Stockée				
- Immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues			9 823	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges			51	10
Autres produits				
TOTAL I			7 059 280	5 583 426
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes *			4 099 279	2 976 062
Impôts, taxes et versements assimilés			59 246	59 392
Salaires et traitements			1 650 859	1 240 137
Charges sociales			649 401	488 398
Dotations aux : - Amortissements sur immobilisations			15 351	7 998
- Dépréciations sur immobilisations				
- Dépréciations sur actif circulant			12 864	
- Provisions pour risques et charges				
Autres charges			13	6
TOTAL II			6 487 014	4 771 994
* Y compris : - Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			572 267	811 432
Bénéfice attribué ou perte transférée III				
Perte supportée ou bénéfice transféré IV				
Produits financiers				
Produits financiers de participation			1 013	2 396
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL V			1 013	2 396
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			40 000	
Différences négatives de change			265	495
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements				
TOTAL VI			40 265	495
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			(39 252)	1 901
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)			533 015	813 333

Compte de résultat (Suite)

COMPTE DE RESULTAT (SUITE)	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	42 604	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL VII	42 604	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	10 482	342
Sur opérations en capital	6 701	8 067
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VIII	17 183	8 409
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	25 421	(8 409)
Participations des salariés IX		
Impôts sur les bénéfices X	27 201	153 352
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	7 102 897	5 585 822
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	6 571 663	4 934 250
BENEFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)	531 234	651 572

Annexe

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7,21,24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total est de 3 635 063 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 531 234 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le PCG 2014 approuvé par arrêté ministériel du 8 septembre 2014
- La loi n° 83 353 du 30 avril 1983
- Le décret 83 1020 du 29 novembre 1983
- Les règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Faits caractéristiques

Néant

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue indiquée dans le tableau d'amortissement.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes :

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constituée sur les créances dès lors que leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions :

La société applique le règlement CRC 2000-06 sur les passifs.

Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Engagements de retraite :

La provision pour indemnité de retraite n'étant pas significative, elle n'est pas mentionnée dans l'annexe.

Suivi de l'utilisation du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité des Entreprises (CICE) :

Ce Crédit d'Impôt a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique, et de reconstitution de leurs fonds de roulement. Nous avons en ce qui nous concerne, voulu faire porter l'effort sur les investissements et/ou sur l'amélioration du fonds de roulement, éléments qui permettront à l'entreprise de supporter mieux les difficultés économiques si elles se poursuivent ou de faire face à une éventuelle phase de croissance en cas de retournement de la conjoncture économique générale.

Changements de méthodes :

Il n'y a pas eu de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas eu de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

Effectif de l'entreprise :

l'effectif moyen de l'entreprise s'élève à 39 salariés.

Montant du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité des Entreprises (CICE)

Le montant du CICE en 2017 s'est élevé à 81 876 euros alors qu'en 2016, le CICE était de 52 776 euros.

Montant du Crédit d'Impôt Recherche (CIR) :

Le montant du Crédit d'Impôt Recherche en 2017 s'est élevé à 117 875 euros alors qu'en 2016, il était de 92 954 euros.

Indemnités de retraite

Les indemnités de retraite sont non significatives.

Opérations exceptionnelles sur exercices antérieurs

Le montant des charges exceptionnelles sur exercices antérieurs s'élève à 9 600 euros et correspond à des régularisation de comptes de tiers. Le montant des produits exceptionnels sur exercices antérieurs s'élève à 42 604 euros et correspond à des régularisation de comptes de tiers.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	210		
TOTAL	210		
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
Installations :			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	34 783		
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	21 661		21 809
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	56 444		21 809
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés	28 434		8 889
Prêts et autres immobilisations financières	8 878		1 955
TOTAL	37 312		10 843
TOTAL GENERAL	93 966		32 653

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			210	
TOTAL			210	
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations :				
- Gales, agencts et aménagt. const.				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencts et aménagt. divers		11 569	23 214	
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier		5 468	38 003	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		17 037	61 217	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés			37 323	
Prêts et autres immobilisations financières			10 832	
TOTAL			48 154	
TOTAL GENERAL		17 037	109 581	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	5 234	5 978	5 405	5 807
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 470	9 373	4 931	12 913
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	13 704	15 351	10 335	18 720
TOTAL GENERAL	13 704	15 351	10 335	18 720

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
	Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement et dvp.							
Autres postes d'immo. incorporelles							
TOTAL							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agencts et aménag. des constructions							
Inst. techniques, mat. et outillage industriels							
Inst. gales, agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE			TOTAL GENERAL NON VENTILE		

CADRE C				
Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentation	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				
Risques et charges				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL				

NATURE DES DEPRECIATIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Titres mis en équivalence				
- Titres de participations				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	14 273	12 864		27 136
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	14 273	12 864		27 136
TOTAL GENERAL	14 273	12 864		27 136
- D'exploitation		12 864		
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation				

Etat des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	10 832		10 832
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	35 603	35 603	
Autres créances clients	2 015 212	2 015 212	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	7 159	7 159	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	25 120	25 120	
Impôts sur les bénéfices	225 598	225 598	
Taxe sur la valeur ajoutée	216 304	216 304	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	12 350	12 350	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	2 548 178	2 537 347	10 832
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 118 465	1 118 465		
Personnel et comptes rattachés	149 626	149 626		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	145 824	145 824		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	382 404	382 404		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	48 795	48 795		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	47 267	47 267		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	1 892 380	1 892 380		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1 - Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	10 000	10.00000	100 000
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	10 000	10.00000	100 000
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1 + 2 - 3)	20 000	10.00000	200 000



5COM CONSULTING

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE AU CAPITAL DE 200 000 EUROS
121 RUE DU VIEUX PONT DE SEVRES
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
RCS NANTERRE 523 586 444

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 29 JUIN 2018

5COM CONSULTING

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE AU CAPITAL DE 200 000 EUROS
121 RUE DU VIEUX PONT DE SEVRES
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
RCS NANTERRE 523 586 444

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 29 JUIN 2018

A L'associé,

Opinion

En exécution de la mission qui nous m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent aucun commentaire de ma part.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Gérant et dans les autres documents adressés à l'associé sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Gérant.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé

conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

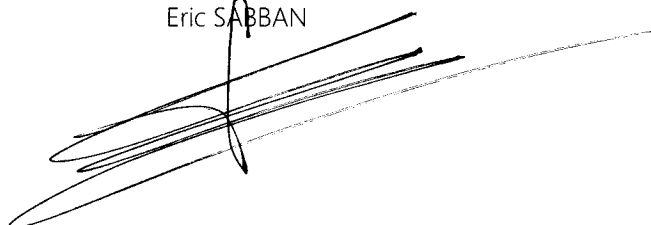
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

CHARENTON LE PONT, le 15 juin 2018

Le Commissaire aux comptes

Eric SABBAN

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned below the printed name 'Eric SABBAN'.

Bilan Actif

BILAN ACTIF	Du 01/01/2017 au 31/12/2017			Au 31/12/2016
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	210		210	210
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	61 217	18 720	42 497	42 740
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés	37 323		37 323	28 434
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 832		10 832	8 878
TOTAL I	109 581	18 720	90 862	80 262
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
Matières premières, autres approvisionnements				
En-cours de - De biens				
production : - De services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commande				
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	2 050 816	27 136	2 023 679	1 887 799
Autres	486 531		486 531	304 823
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Actions propres				
Autres titres				
<i>Instruments de trésorerie</i>				
<i>Disponibilités</i>	1 033 991		1 033 991	776 446
<i>Charges constatées d'avance</i>				
TOTAL II	3 571 338	27 136	3 544 202	2 969 068
Frais d'émission d'emprunt à étaler III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion actif V				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 680 919	45 856	3 635 063	3 049 330

Bilan Passif

BILAN PASSIF	Du 01/01/2017	Du 01/01/2016
	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel (dont versé) 200 000	200 000	100 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
- Légale	10 000	10 000
Réserves :		
- Statutaires ou contractuelles		
- Réglementées		
- Autres		
Report à nouveau	1 001 448	729 876
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	531 234	651 572
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 742 683	1 491 448
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL I (bis)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour :		
- Risques		
- Charges		
TOTAL II		
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes :		
- Auprès des établissements de crédit		
- Financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
- Fournisseurs et comptes rattachés	1 118 465	970 502
Dettes :		
- Fiscales et sociales	726 649	507 819
- Sur immobilisations et comptes rattachés		3 867
Autres dettes	47 267	75 694
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	1 892 380	1 557 881
Ecarts de conversion passif IV		
TOTAL GENERAL (I + I bis + II + III + IV)	3 635 063	3 049 330

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Au 31/12/2017			Au 31/12/2016
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue : - De biens				
- De services	6 956 806	92 600	7 049 406	5 583 416
Chiffre d'affaires net	6 956 806	92 600	7 049 406	5 583 416
Production : - Stockée				
- Immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues			9 823	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges			51	10
Autres produits				
TOTAL I			7 059 280	5 583 426
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes *			4 099 279	2 976 062
Impôts, taxes et versements assimilés			59 246	59 392
Salaires et traitements			1 650 859	1 240 137
Charges sociales			649 401	488 398
- Amortissements sur immobilisations			15 351	7 998
- Dépréciations sur immobilisations				
Dotations aux : - Dépréciations sur actif circulant			12 864	
- Provisions pour risques et charges				
Autres charges			13	6
TOTAL II			6 487 014	4 771 994
* Y compris : - Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			572 267	811 432
Bénéfice attribué ou perte transférée III				
Perte supportée ou bénéfice transféré IV				
Produits financiers				
Produits financiers de participation			1 013	2 396
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL V			1 013	2 396
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			40 000	
Différences négatives de change			265	495
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements				
TOTAL VI			40 265	495
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			(39 252)	1 901
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)			533 015	813 333

Compte de résultat (Suite)

COMPTE DE RESULTAT (SUITE)	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	42 604	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL VII	42 604	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	10 482	342
Sur opérations en capital	6 701	8 067
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VIII	17 183	8 409
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	25 421	(8 409)
Participations des salariés IX		
Impôts sur les bénéfices X	27 201	153 352
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	7 102 897	5 585 822
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	6 571 663	4 934 250
BENEFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)	531 234	651 572

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7,21,24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total est de 3 635 063 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 531 234 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le PCG 2014 approuvé par arrêté ministériel du 8 septembre 2014
- La loi n° 83 353 du 30 avril 1983
- Le décret 83 1020 du 29 novembre 1983
- Les règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Faits caractéristiques

Néant

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue indiquée dans le tableau d'amortissement.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes :

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constituée sur les créances dès lors que leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions :

La société applique le règlement CRC 2000-06 sur les passifs.

Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Engagements de retraite :

La provision pour indemnité de retraite n'étant pas significative, elle n'est pas mentionnée dans l'annexe.

Suivi de l'utilisation du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité des Entreprises (CICE) :

Ce Crédit d'Impôt a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique, et de reconstitution de leurs fonds de roulement. Nous avons en ce qui nous concerne, voulu faire porter l'effort sur les investissements et/ou sur l'amélioration du fonds de roulement, éléments qui permettront à l'entreprise de supporter mieux les difficultés économiques si elles se poursuivent ou de faire face à une éventuelle phase de croissance en cas de retournement de la conjoncture économique générale.

Changements de méthodes :

Il n'y a pas eu de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas eu de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

Effectif de l'entreprise :

l'effectif moyen de l'entreprise s'élève à 39 salariés.

Montant du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité des Entreprises (CICE)

Le montant du CICE en 2017 s'est élevé à 81 876 euros alors qu'en 2016, le CICE était de 52 776 euros.

Montant du Crédit d'Impôt Recherche (CIR) :

Le montant du Crédit d'Impôt Recherche en 2017 s'est élevé à 117 875 euros alors qu'en 2016, il était de 92 954 euros.

Indemnités de retraite

Les indemnités de retraite sont non significatives.

Opérations exceptionnelles sur exercices antérieurs

Le montant des charges exceptionnelles sur exercices antérieurs s'élève à 9 600 euros et correspond à des régularisation de comptes de tiers. Le montant des produits exceptionnels sur exercices antérieurs s'élève à 42 604 euros et correspond à des régularisation de comptes de tiers.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	210		
TOTAL	210		
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations : - Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	34 783		
Matériel : - De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	21 661		21 809
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	56 444		21 809
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
- Participations			
Autres : - Titres immobilisés	28 434		8 889
Prêts et autres immobilisations financières	8 878		1 955
TOTAL	37 312		10 843
TOTAL GENERAL	93 966		32 653

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			210	
TOTAL			210	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencements et aménagements const.				
Installations : - Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencements et aménagements divers		11 569	23 214	
Matériel : - De transport				
- De bureau et informatique, mobilier		5 468	38 003	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		17 037	61 217	
Participations évaluées par mise en équivalence				
- Participations				
Autres : - Titres immobilisés			37 323	
Prêts et autres immobilisations financières			10 832	
TOTAL			48 154	
TOTAL GENERAL		17 037	109 581	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	5 234	5 978	5 405	5 807
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 470	9 373	4 931	12 913
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	13 704	15 351	10 335	18 720
TOTAL GENERAL	13 704	15 351	10 335	18 720

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
		Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement et dvp. Autres postes d'immo. incorporelles							
TOTAL							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agencets et aménag. des constructions							
Inst. techniques, mat. et outillage industriels							
Inst. gales, agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE			TOTAL GENERAL NON VENTILE		

CADRE C				
Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentation	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées - Reconstitution des gisements Provisions pour : - Investissements - Hausse des prix Amortissements dérogatoires Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL				
Risques et charges - Litiges - Garanties données aux clients - Pertes sur marché à terme - Amendes et pénalités - Pertes de change Provisions pour : - Pensions et obligations - Impôts - Renouvellement des immobilisations - Gros entretien et grandes révisions - Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL				

NATURE DES DEPRECIATIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations - Incorporelles - Corporelles Immobilisations : - Titres mis en équivalence - Titres de participations - Financières Sur stocks et en cours Sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	14 273	12 864		27 136
TOTAL GENERAL	14 273	12 864		27 136
- D'exploitation Dont dotations et reprises : - Financières - Exceptionnelles		12 864		
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation				

Etat des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	10 832		10 832
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	35 603	35 603	
Autres créances clients	2 015 212	2 015 212	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	7 159	7 159	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	25 120	25 120	
Impôts sur les bénéfices	225 598	225 598	
Taxe sur la valeur ajoutée	216 304	216 304	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	12 350	12 350	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	2 548 178	2 537 347	10 832
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de - A 1 an max. à l'origine crédit (1) : - A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 118 465	1 118 465		
Personnel et comptes rattachés	149 626	149 626		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	145 824	145 824		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	382 404	382 404		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	48 795	48 795		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	47 267	47 267		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	1 892 380	1 892 380		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1 - Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	10 000	10.00000	100 000
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	10 000	10.00000	100 000
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1 + 2 - 3)	20 000	10.00000	200 000